

Unité départementale du Loiret  
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45 - 5 Avenue Buffon  
Bureaux : 3 rue du Carbone  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 08/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BGB (ex BEAUCE GATINAIS BIOGAZ)**

3 rue du Moulin de la canne  
45300 Pithiviers

Références : 550/2025  
Code AIOT : 0010012044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement BGB (ex BEAUCE GATINAIS BIOGAZ) implanté ZAC SAINT EUTROPE 45300 Escrennes. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BGB (ex BEAUCE GATINAIS BIOGAZ)
- ZAC SAINT EUTROPE 45300 Escrennes
- Code AIOT : 0010012044
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BGB (ex -Beauce Gâtinais Biogaz), filiale de la SICAP, (Société Coopérative d'Intérêt Collectif Agricole de la Région de Pithiviers) a été autorisée par arrêté préfectoral du 27 août 2014 à exploiter un méthaniseur.

L'exploitation du site est totalement assurée par la société Engie Bioz depuis janvier 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	FIPA – NC3* VI16062021	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 8.3.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	6 mois
2	Zones de dangers – NC5* VI 16 06 2021	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	
4	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 4.3.9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
7	Mélange boues et biodéchets	Code de l'environnement du 26/11/2024, article L.541-21-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Ressources en eau - NC VI 05 12 22	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.7.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 9.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Entretien et conduite des	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	conduite des installations de traitement	du 27/08/2014, article 4.3.4	d'action corrective	
8	Gestion des matières ou déchets issus du procédé de méthanisation	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 8.3.8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.3.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.3.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 7.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Ressources en eau et dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.7.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
13	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 1.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
14	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 1.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : FIPA – NC3\* VI16062021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 8.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- source et origine de la matière ;
- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;
- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement n° CE 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement n° CE 1069/2009 précité, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;
- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;
- les conditions de son transport ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

#### **Constats :**

##### Rappel des constats précédents :

Lors des inspections du 16 juin 2021, du 16 décembre 2022 et du 26 novembre 2024, il a été constaté que l'exploitant ne disposait pas de Fiche d'Identification Préalable à l'Admission (FIPA) valide et cohérente avec les déchets réceptionnés sur le site.

Notamment pour la société Malterie Franco Belge (MFB), lors des visites, l'exploitant ne possédait pas de FIPA en cours de validité pour tous les codes déchets acceptés sur le site, en 2022 et 2024. Ces constats d'écarts répétés ont donné lieu à la mise en demeure, signée le 24 février 2025,

Constat 2025 :

Le 3 septembre 2025 l'exploitant a été informé par mail de la programmation de la visite d'inspection de son site pour faire suite à la mise en demeure du 24 février 2025.

Le 9 octobre l'exploitant a été destinataire de la lettre d'annonce de l'inspection lui précisant que les points présents dans la mise en demeure seront étudiés lors de la dite visite.

Lors de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de présenter la FIPA de la société MFB correspondant au déchet "issue de céréale humide" (02 07 04) en cours de validité. L'exploitant a présenté une FIPA de 2023, dont la validité était échue depuis plus d'un an, et sans le code déchet demandé, alors que l'installation a reçu 33 tonnes de ce déchet entre le mois d'août et d'octobre 2025.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document demandé.

L'exploitant a exposé les difficultés qu'il rencontre pour obtenir de la part de certains clients des FIPA signées.

Par sondage, l'inspection a demandé à consulter les FIPA suivantes :

- Cristal Union Pithiviers pour les codes déchets 02 04 99 et 02 03 99
- SIDESUP pour le code déchet 02 01 03

L'exploitant ne disposait pas de FIPA signée pour la réception des déchets de l'entreprise Cristal Union Pithiviers. En revanche, il a présenté une FIPA valide pour la réception des déchets de l'entreprise SIDESUP.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par un mail du 3 novembre, plusieurs FIPA dont :

- Une FIPA de la MFB pour le code déchet 02 07 04 signée le 30 octobre 2025 sur laquelle les informations suivantes sont absentes :
  - son apparence (odeur, couleur) ;
- Une FIPA de Cristal Union pour le code Déchet 02 03 99 signée le 30 octobre 2025 sur laquelle les informations suivantes sont manquantes :
  - son apparence (odeur, couleur) ;
- une FIPA de Cristal Union pour le code Déchet 02 04 99 signée le 30 octobre 2025 sur laquelle les informations suivantes sont manquantes :
  - son apparence (odeur, couleur) ;

**L'alinéa d) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 est satisfait car l'exploitant dispose de FIPA en cours de validité.**

**Cependant, les FIPA en cours de validité ne présentent pas toutes les informations demandées, l'écart de l'année précédente est maintenu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors de la prochaine inspection du site l'exploitant présente des FIPA complètes et valides.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 6 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats précédents :</u> Lors des inspections de 2021 et 2022, il avait été constaté que le plan ATEX de l'installation n'était pas à jour, et que le risque ATEX n'était pas signalé sur le site. En 2024 il a été constaté que le plan ATEX était à jour mais que les consignes de sécurités relatives aux zones ATEX n'étaient pas affichées.</p> <p><u>Inspection 2025 :</u> Lors de la visite du site il a été constaté la présence de consignes à l'entrée des zones ATEX suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• torchère</li><li>• soupapes</li><li>• puits de condensat</li></ul> <p>Cependant il a été constaté qu'aucune consigne n'était présente au niveau de la réserve de fioul. De plus, le plan présente deux cuves différentes, une de fioul et une de GNR, les deux cuves ne sont pas différenciées sur le site. Chacune cuve est identifiée comme "cuve de fuel".</p> <p>L'écart de la précédente inspection est maintenu. <b>Les consignes à observer au niveau de la zone ATEX de la cuve de fioul ne sont pas affichées.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de l'identification correcte des deux cuves de carburant (fioul et GNR) ainsi que l'affichage des consignes ATEX au droit de la cuve de fioul.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 3 : Ressources en eau - NC VI 05 12 22**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention - sprinklage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un réseau de sprinklage d'un débit minimal de 5 m<sup>3</sup>/h est installé au-dessus des trémies de réception et du stockage de fumiers à l'intérieur du bâtiment de dépotage des déchets, l'alimentation du réseau incendie en eau se faisant via le réseau d'adduction d'eau potable (réseau de sprinklage mis en pression avec surpresseur) ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance à ce sujet, il est en cours d'instruction.</p> <p><b>La prescription est inadaptée</b>  <b>L'alinéa c) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 est annulé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sans objets



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies pour les points de référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 et 2 (cf. repérage du rejet sous l'Article 4.3.5. du présent arrêté) :

- MES < 35 mg/l ;
- DBO5 < 30 mg/l ;
- DCO < 125 mg/l ;
- Azote total (Kjeldhal) < 10 mg/l ;
- Phosphore total < 1 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l ;
- Métaux totaux < 10 mg/l.

**Constats :**Rappel du constat précédent :

Les résultats des analyses réalisées en décembre 2023, consultées lors de la visite de novembre 2024 sont très supérieures aux limites fixées par l'arrêté préfectoral du 27 août 2014 pour les paramètres et rejets suivants :

- rejet 1 (voirie)
  - DCO
  - MES
  - DBO<sub>5</sub>
- rejet 2 (toiture)
  - DCO
  - MES

Constat 2025 :

L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé d'analyses des eaux pluviales en 2024 car il était en attente du curage des réseaux sur site. Le curage a été réalisé début 2025. Des analyses de la qualité des eaux de ruissellement ont été effectuées en 2025. Cependant le bureau d'étude qui s'est déplacé n'a pas prélevé les échantillons au bon endroit.

A la suite de la visite, l'exploitant a informé l'inspection que le bureau d'étude réaliserait de nouvelles analyses et que les résultats seraient transmis dès réception.

**Le constat précédent est maintenu dans l'attente des résultats.**

**L'alinéa a) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 n'est pas satisfait.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 5 : Autosurveillance des émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance chaudière biogaz
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions de la chaudière biogaz (conduit n° 1) font l'objet de campagnes de mesures d'analyses par paramètres suivant les fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le SO<sub>2</sub> : trimestrielle et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application de ce point sont précisées dans le programme de surveillance prévu à l'article 78 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2013 susvisé ;</li> <li>- pour les NOx : trimestrielle ;</li> <li>- pour le CO, les métaux visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté, les HAP et les COVNM : semestrielle</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance à ce sujet, il est en cours d'instruction.</p> <p><b>La prescription est inadaptée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, débourbeur
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débourbeur-déshuileur présent sur site fait l'objet, au moins une fois par an, d'un nettoyage par une société spécialisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats précédents :</u>            En 2023 l'exploitant n'a pas réalisé le curage le débourbeur et cela malgré des analyses d'eaux pluviales de rejets nettement supérieures aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral (cf point de contrôle 4).            En 2024 lors de la précédente visite d'inspection l'exploitant n'avait pas procédé au curage du débourbeur, il avait indiqué qu'un curage des réseaux entiers était prévu.</p> <p><u>Constat 2025 :</u>            L'exploitant a fait curer les réseaux de l'établissement ainsi que le débourbeur le 30 avril 2025. La facture correspondante a été présentée lors de l'inspection.</p> <p><b>Le constat précédent est levé.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Mélange boues et biodéchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/11/2024, article L.541-21-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sans objets</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>les biodéchets qui font l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le constat de la précédente inspection est maintenu, les biodéchets qui font l'objet d'un tri à la source sont mélangés avec d'autres déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 :** Gestion des matières ou déchets issus du procédé de méthanisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 8.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, registre des déchets ou matières sortantes
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature du déchet ou de la matière ;</li> <li>- le code déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la date de chaque enlèvement ;</li> <li>- les masses ou volumes et caractéristiques correspondantes ;</li> <li>- le type de traitement prévu : épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) ;</li> <li>- le destinataire.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel du constat de l'inspection précédente :</u> Lors de la visite d'inspection 2024 l'exploitant n'était pas en mesure de présenter le registre des matières sortantes de l'installation.</p> <p><u>Constat 2025 :</u> Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté un registre complet des matières sortantes de l'année en cours comportant les informations demandées par la prescription.</p> <p><b>Le constat précédent est levé.</b></p> <p><b>L'alinéa e) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 est satisfait.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 9 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification de l'installation de protection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel du constat précédent :</u> Une vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisée en 2023 après des travaux. Cette dernière a relevé la nécessité de remplacer certains parafoudres et d'en ajouter d'autres. Lors de l'inspection, en novembre 2024, les modifications n'avaient pas été entreprise par l'exploitant.</p> <p><u>Constat 2025 :</u> L'exploitant a fourni un rapport de vérification complète des installations de protections contre la foudre réalisée par le bureau d'étude BUREAU VERITAS le 17 juillet 2025. Les écarts mentionnés dans le précédent rapport ont tous été levés, cependant un nouvel écart est mentionné : "la fixation du dispositif de capture, celui-ci est de plus en plus incliné sur le côté. Il serait judicieux de prévoir un haubanage du mât."</p> <p>La facture, datée du 19 novembre 2025 et correspondant à la remise en état du mât a été transmise par mail le 3 décembre 2025 par l'exploitant.</p> <p><b>Le constat de la précédente inspection est levé.</b> <b>L'alinéa b) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 est satisfait.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 10 : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification visuelle de l'installation de protection

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats précédents :</u> La vérification visuelle fourni par l'exploitant a été réalisée par l'entreprise BUREAU VERITAS le 7 mai 2024. Les conclusions du rapport sont les mêmes que celles de la vérification complète de 2023, les non conformités de 2023 n'ont pas été levées en 2024.</p> <p><u>Constat 2025 :</u> Des travaux permettant de lever les écarts relevés lors de la vérification visuelle de 2024 ont été réalisés en 2025. A la suite des travaux, une vérification complète a été faite le 17 juillet 2025 et a levé les écarts des dernières vérifications.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p> <p><b>L'alinéa b) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 est satisfait.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à faire réaliser une vérification visuelle en 2026</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 11 : Protection contre la foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 7.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notice de vérification et de maintenance</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>

- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

[...]

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées [...] la notice de vérification et de maintenance.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté la notice de vérification et de maintenance complétée lors des derniers travaux réalisés sur le site en juillet 2025.

L'écart précédent est levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Ressources en eau et dispositifs de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention - réserve d'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau (bassin d'eaux pluviales « propres » de capacité 350 m<sup>3</sup>) constituée au minimum de 120 m<sup>3</sup> (majoré si nécessaire de la quantité d'eau inutilisable due à la mise en aspiration, soit une hauteur de 80 cm) disponible en toutes circonstances pour la lutte contre un sinistre.

**Constats :**

L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en cours d'instruction sur ce sujet.

<p>La prescription n'est pas adaptée. L'alinéa c) de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 24 février 2025 est annulé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Liquides inflammables
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025</li> </ul>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Stockage en réservoir manufacturés de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• stockage en double enveloppe : 2,5 m<sup>3</sup> de fuel rose pour véhicules</li> <li>• capacité équivalente totale : 0,1 m<sup>3</sup></li> </ul>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel constat 2024 :</u> Lors de la précédente visite d'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le caractère double enveloppe des cuves de stockages d'hydrocarbures présente sur le site.</p> <p><u>Constat 2025 :</u> Lors de la visite d'inspection 2025, l'exploitant a présenté les photographies des plaques des deux cuves qui indiquent que le type de système est LAG 14, c'est-à-dire à double enveloppe.</p> <p>Le constat précédent est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2014, article 1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**Rappel du constat précédent :

Lors de l'inspection il a été constaté la présence d'une cuve GNR sur le parking du site, son installation n'avait pas été portée à la connaissance de l'inspection.

Constat 2025 :

L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection les modifications apportées sur son site dans son un dossier déposé le 20 février 2025 : la présence de la cuve GNR.

**Le constat précédent est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite